

**SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE**

2, rue des Moulins
CH-2800 Delémont
t +41 32 420 53 10
f +41 32 420 53 11
secr.sat@jura.ch

Delémont, le 23 mars 2006/ jbm

Procès-verbal

Rencontre avec les autorités françaises – procédure de participation dans le cadre du plan spécial cantonal

Séance du 21 mars 2006, 14h30, Sous-Préfecture d'Altkirch

Participants

Autorités françaises: M. Jérôme Normand, sous-préfet d'Altkirch; M. Jean-Rodolphe Frisch, maire de Pfetterhouse; M. Hubert Ecoffey, maire de Réchésy; M. Benjamin Grebot, DDAF – Haut-Rhin; M. Jean Raymond, DDAF – Territoire de Belfort; Mme Steinbrucker, installations classées, Préfecture du Haut-Rhin; Mme Mireille Hutsebaut, Sous-Préfecture d'Altkirch.

Administration cantonale jurassienne: M. Dominique Nusbaumer, Chef du SAT, M. François Schaffter, juriste au JUR et M. Jean-Baptiste Maitre, coordination "plan spécial" au SAT (procès-verbal)

Monsieur Normand ouvre la séance et salue les personnes présentes. Il précise que le but de la rencontre est de mettre en phase la procédure d'enquête publique, que les préfets du Haut-Rhin et du Territoire de Belfort souhaitent mener sur le projet de la décharge de Bonfol, avec la procédure suisse d'adoption du plan spécial.

Monsieur Normand présente la procédure d'enquête publique française et les délais nécessaires, à savoir:

- 15 jours – 3 semaines pour désigner le commissaire-enquêteur et ouvrir l'enquête par arrêté
- 30 jours d'enquête publique
- 30 jours pour la remise du rapport du commissaire-enquêteur aux préfets

Monsieur Normand évoque également la possibilité que ce dossier soit soumis à la commission départementale d'hygiène pour préavis. Après discussion avec les représentants des DDAF, il est proposé que cette commission soit uniquement informée de ce dossier, dans la mesure où la décision appartient aux autorités suisses et que la consultation publique n'a pas force juridique.

Monsieur Nusbaumer remet et explique un document expliquant les diverses phases de la procédure suisse d'adoption du plan spécial. Il informe que le planning actuellement retenu pourrait être décalé en fonction de l'avancée du dossier et de la remise des éléments nécessaires par bci. Il précise que, comme convenu, les autorités municipales et la population de Pfetterhouse et Réchésy seront considérées dans la procédure de la même façon que les communes et la population jurassiennes.

A la demande de MM. Frisch et Ecoffey et comme discuté en commission d'information, il est convenu que dans le cadre de la phase Information-Participation une deuxième séance d'information sera organisée à Pfetterhouse fin juin en parallèle à celle organisée à Bonfol pour présenter le plan spécial.

De même le dépôt public des documents sera envisagé également dans les deux communes de Réchésy et Pfetterhouse.

Concernant l'enquête publique et après discussion, il est convenu que selon la planification actuelle, elle débute le 20 août 2006 (le commissaire-enquêteur devant être désigné durant l'été), se termine le 20 septembre 2006 et que le rapport du commissaire enquêteur soit remis aux préfets au 20 octobre 2006. Les préfets remettront leur préavis au Service de l'aménagement du territoire aux environs du 15 novembre 2006 pour prise en considération dans le cadre de la procédure de dépôt public en Suisse

M. Nusbaumer propose que côté suisse, le dépôt public soit repoussé d'un mois afin de permettre que l'avis des autorités françaises parvienne encore pendant le délai du dépôt public. Il fera cette proposition à son chef de département.

La mise à l'enquête publique en France se fera probablement dans les communes de Réchésy et Pfetterhouse, à la préfecture de Belfort et à la Sous-préfecture d'Altkirch. Les services administratifs concernés des deux départements (DDAF) rendront leurs commentaires à la fin des vacances d'été afin d'éventuellement tenir compte de leur commentaire dans la préparation du dossier pour dépôt public.

Cette procédure ne remet pas en question la possibilité pour les habitants et autorités de Réchésy et Pfetterhouse de participer à la procédure de dépôt public et de faire opposition le cas échéant au plan spécial cantonal.

Résumé des décisions prises:

- Une séance d'information sera organisée à Pfetterhouse en fin juin (28 ou 29 juin 2006)
- L'enquête publique française se déroulera entre la phase d'information-participation et le dépôt public en Suisse, avec remise du préavis français durant le délai de dépôt public.
- La procédure de dépôt public pourra être décalée d'un mois dans le temps pour assurer la concordance si accord du chef de Département jurassien.

Pour le procès-verbal:

Jean-Baptiste Maitre

Annexe: Document remis en séance aux autorités françaises

Distribution: Laurent Schaffter, ministre, chef DEE
François Schaffter, JUR
André Bapst, chef de projet, OEPN